



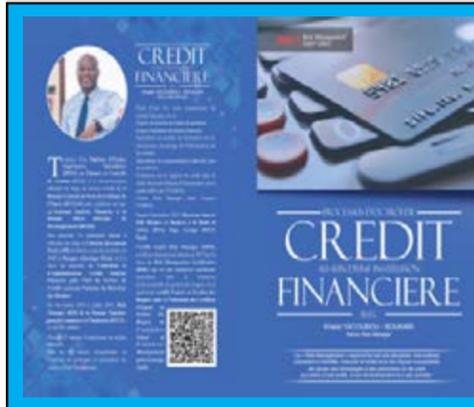
IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GENERALE

LUNDI 11 MAI 2020

N° 0011

300 FCFA



Economie bancaire : Dr Khalid Yacoubou-Boukari offre son expertise à travers son livre « Processus d'octroi de crédit au sein d'une institution financière »

PAGE 2

ACTUALITE

Les « restaurants communautaires » de l'ANADEB s'adaptent à la crise sanitaire.



PAGE 4

ACTUALITE

Togo/Covid-19 : 72 tracteurs au profit des agrégateurs



PAGE 4

COOPERATION

Covid-19 : « Le rôle des grandes entreprises dans la riposte »

La crise touche de nombreux secteurs d'activités et les différents types d'entreprises. Dans un numéro hors-série de son bulletin paru il y a quelques jours, l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET), faisait le point sur les effets ...

PAGE 8



Conseillère spéciale du Président de la République

Reckya Madougou : « La question de la décentralisation est essentielle et nous permettra d'adopter des mesures endogènes qui s'adaptent à nos réalités, les home grown solutions »

PAGES 5-6

Lutte contre le COVID-19 : Un étudiant togolais fabrique un « lave-mains intelligent »

Le « lave-mains intelligent » permet à l'utilisateur de laver ses mains avec du savon liquide et de l'eau sans toucher le robinet, ni une boîte à savon ou boîte de gel hydro alcoolique. La jeunesse inventive s'est mobilisée contre le coronavirus et apporte des solutions en très peu de temps. A Lomé, Kokou Sitsopé SEKPONA, étudiant en 2ème année de mécanique à l'École Nationale Supérieure d'Ingénierie (ENSI) de l'Université ...

PAGE 9

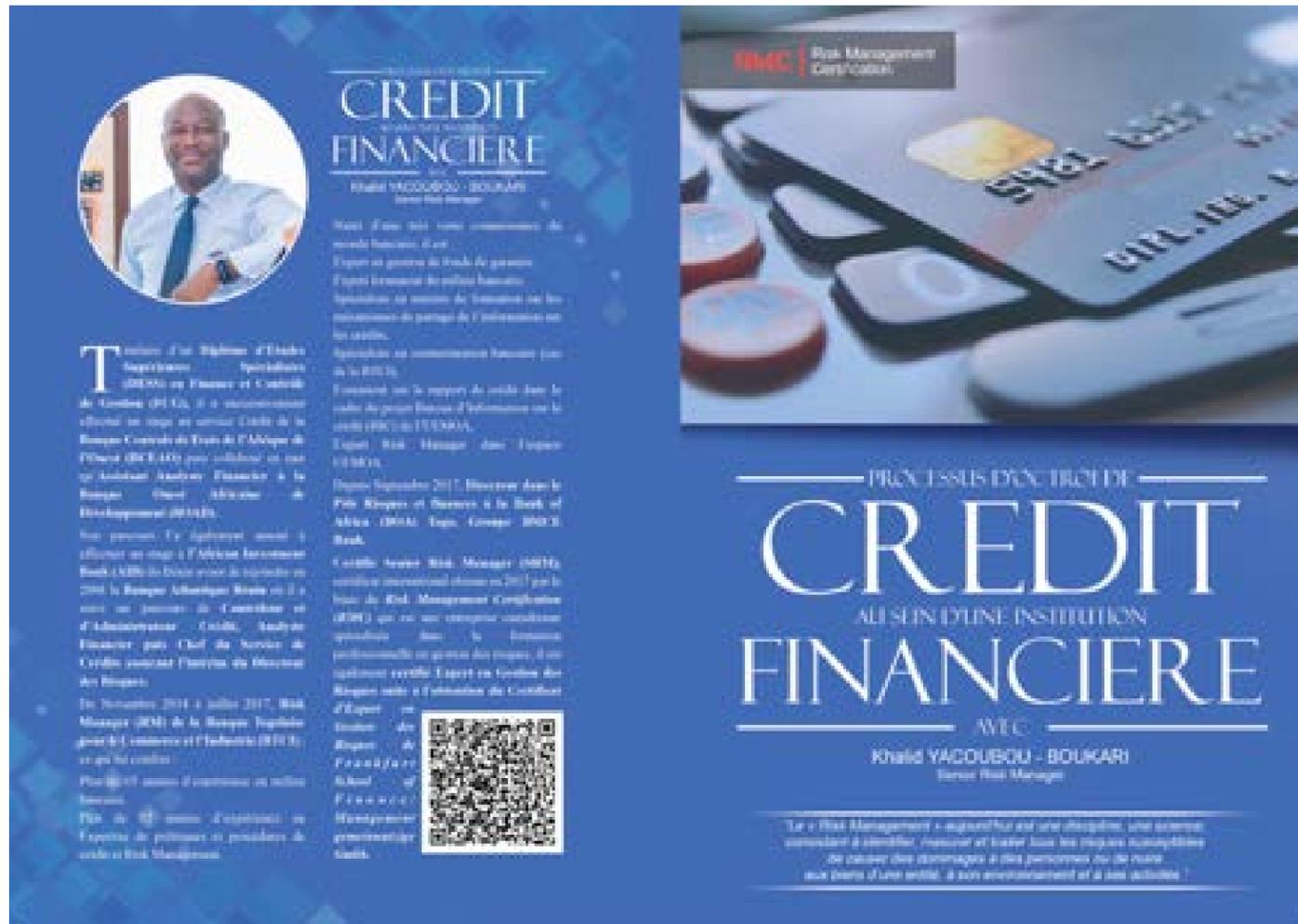
Reckya Madougou propose « Un nouveau paradigme socioéconomique en Afrique pour faire face à la pandémie et ses impacts »

La Banque mondiale prédit cette année, une récession historique depuis plus de 25 ans en Afrique subsaharienne. La croissance de 2,4% en 2019 pourra chuter jusqu'à -5,1% en 2020. In fine, ce sont 20 millions d'emplois selon l'Union Africaine et 50 millions selon l'Organisation ...

PAGE 3

Economie bancaire : Dr Khalid Yacoubou-Boukari offre son expertise à travers son livre « Processus d'octroi de crédit au sein d'une institution financière »

Le livre du Dr Khalid Yacoubou-Boukari permet au lecteur de tout comprendre de la problématique du crédit, du processus d'octroi des différents types de crédits et les risques qui y sont liés.



« Processus d'octroi de crédit au sein d'une institution financière » du Dr Khalid Yacoubou-Boukari, Editions Haho, 74 pages, 10 000 FCFA.

Pour financer des projets ou pour divers besoins, le recours au prêt bancaire demeure nécessaire. Le peu que l'on sait est que les demandeurs doivent donner des gages de solvabilité. Les institutions financières octroient les crédits en prévoyant, naturellement, un retour sur investissement. De fait les prêteurs font preuve d'une prudence que l'on trouve parfois exagérée. Mais en réalité, comment tout cela s'organise au sein d'une institution financière ?

Malgré que l'octroi du crédit soit au cœur du métier de la banque, il y a très peu d'ouvrages qui décrivent le processus d'octroi des différents types de crédits et les risques qui y sont liés. C'est à ce sujet que Dr Khalid Yacoubou-Boukari a consacré plusieurs mois de réflexions qui ont conduit à la naissance de son livre dédié le 30 septembre passé à Lomé.

« Etant donné que je suis

dans le domaine, chaque fois que je suis interpellé, on me fait comprendre que l'accès au crédit est très difficile. Or, étant l'un des acteurs du processus d'octroi du crédit, c'est un devoir pour moi de mettre en place cet ouvrage qui parle du processus d'octroi du crédit dans une institution financière. Ce processus décrit un peu toutes les étapes qui amènent les membres du comité de crédit à donner un avis favorable. Il est sans doute important que les acteurs doivent avoir une idée de ce qui fait ou de ce qui amène les membres du comité de crédit à donner leurs avis sur un dossier », a-t-il déclaré.

A travers l'ouvrage intitulé « Processus d'octroi de crédit au sein d'une institution financière » paru aux éditions Haho, l'auteur dit s'inscrire dans une démarche de prévention des risques, tout en permettant au lecteur de comprendre le rôle et les mécanismes de l'analyse du crédit dans la fonction de prêt d'une banque commerciale et

de proposer des solutions adéquates. .

« L'objectif est de fournir une vaste introduction conceptuelle et transversale sur le risque de crédit, les caractéristiques sur les types de crédits et la façon dont le crédit est accordé et géré, et le cadre juridique dans lequel les prêteurs commerciaux doivent opérer.

Ce livre qui constitue un guide pratique et théorique convient aux gestionnaires praticiens, aux étudiants ainsi qu'à ceux qui étudient pour l'obtention d'une certification en Risque Management. Il convient également aussi bien aux cours universitaires en gestion des risques ou dans les institutions financières », explique le préfacier, Dr Abraham Gero Amoussouga, Enseignant-chercheur des sciences économiques à l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin. Le livre « fournit au lecteur la structure du processus analytique et l'associe

à l'élaboration d'une politique efficace de gestion du risque de crédit au sein d'une institution financière », poursuit-il.

Cet ouvrage de 74 pages réparties en 9 chapitres est « un précis d'économie bancaire qui renferme toute l'expérience, toute l'expertise, toute la pédagogie, toute la dialectique de prévention et de gestion des risques relatifs au processus et d'octroi de crédit », estime M. Dieudonné Komla Améla, spécialiste en économie, pour qui ce livre est « le reflet de toute ingénierie de formation et de renforcement de capacités devant faire du financement de projets le levier de la croissance et du développement ».

Dans ce livre, l'auteur y développe toute une ingénierie en matière de toutes les opérations nécessaires au succès de crédit et de gestion de risques au plan financier, économique et juridique, en amont et en aval, note-t-on. Il met également en

exergue, les personnages impliqués et leurs rôles respectifs, les démarches à entreprendre, les recours en cas de besoins, les conclusions à en tirer par les protagonistes du dialogue économique et financier.

« Un bon ouvrage didactique pour sortir les acteurs du secteur de crédit bancaire de l'ignorance et de l'illusion, du populisme et de l'amateurisme, des regrets et déceptions » rajoute M. Améla.

Directeur dans le Pôle Risques et Finances à la BANK OF AFRICA (Groupe BMCE BANK) à Lomé depuis septembre 2017, Dr Khalid Yacoubou-Boukari a plus de 15 ans d'expérience en milieu bancaire et en expertises de politiques et procédures de crédit et Risk Management. Il est titulaire d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) en Finance et Contrôle de Gestion. Dr Khalid Yacoubou-Boukari est un expert en gestion de fonds de garantie, expert formateur du milieu bancaire, spécialiste en matière de formation sur les mécanismes de partage de l'information sur les crédits, spécialiste en restructuration bancaire (cas de la BTCL où il était chef de département « Risk Management » de 2014 à 2017) et Expert Risk Manager dans l'UEMOA. Il est l'un des deux certifiés SRM-RMC (Senior Risk Manager-Risk Management Certification) au Togo, un certificat qui s'adresse particulièrement aux cadres et professionnels de haut niveau et qui vise à développer les habiletés et expertises complémentaires pour assurer efficacement la fonction de Vice-président, de Directeur ou de conseiller en matière de gestion des risques.

La rédaction

Reckya Madougou propose « Un nouveau paradigme socioéconomique en Afrique pour faire face à la pandémie et ses impacts »

La Banque mondiale prédit cette année, une récession historique depuis plus de 25 ans en Afrique subsaharienne. La croissance de 2,4% en 2019 pourra chuter jusqu'à -5,1% en 2020. In fine, ce sont 20 millions d'emplois selon l'Union Africaine et 50 millions selon l'Organisation des Nations Unies, qui sont menacés en Afrique. « Face à ces perspectives angoissantes, comment l'Afrique pourrait-elle éviter une dégradation drastique de son économie ? » s'interroge Reckya Madougou, dans la tribune « Un nouveau paradigme socioéconomique en Afrique pour faire face à la pandémie et ses impacts », publiée sur le site mondial de la fondation allemande FREDICH EBERT. « Parce que nous nous dirigeons vers un krash plus important que celui de 2008, les économies africaines gagneraient à très vite élaborer des politiques publiques opportunes, voire opportunistes sur les plans sous-régional, régional et global afin de tirer profit de la mobilisation internationale de ressources qui est lancée, tant il est vrai que toute crise porte en son sein les germes d'un bon qualitatif », écrit Madame Madougou. A travers l'article, la conseillère spéciale du Président de la République togolaise, expose sa vision sur la relance des économies africaines dans le contexte de Covid-19, à court, moyen et long terme.

A court terme, il faut protéger les entreprises et les personnes les plus vulnérables et créer un cadre spécial de mécanisme de résilience, propose l'ancienne Garde des sceaux, ministre béninoise de la justice, de la législation et des droits de l'homme. Cela sous entend, la généralisation bien organisée des

banques alimentaires ; des mesures incitatives des reports d'impôts ; des subventions salariales surtout dans les entreprises de grandes utilités ; l'ajustement provisoire des échéances et garanties de crédits.

A moyen terme, Reckya Madougou pense qu'il faut construire une économie de marché orientée vers le capital humain et basée sur l'investissement social productif ; soutenir le secteur informel en lui offrant un statut légal spécial, des lignes de crédit ; augmenter substantiellement les ressources allouées à la santé, à l'éducation efficace, à l'autonomisation économique et à la protection sociale pour tous ; rapprocher l'enseignement des acteurs économiques pour mettre l'accent sur l'apprentissage dual. Il faudra aussi, selon la ministre, orienter les ressources mobilisées vers les PME/PMI et les microentreprises en privilégiant 5 axes : primo, l'écologisation de l'économie grâce à la promotion du concept d'entrepreneuriat vert, secundo, l'entrepreneuriat des jeunes avec un accompagnement spécifique, tertio, l'entrepreneuriat social dont les modèles trouvent davantage leur pertinence en cette période et celle d'après la pandémie, quarto, le renforcement des microcrédits à travers un modèle de crédit universel et d'épargne rurale, et quinto, un new deal pour l'Afrique rurale par des investissements directs pour répondre aux besoins des petits producteurs agricoles et des artisans.

A long terme, cette expert international en inclusion financière et projet de développement, propose l'utilisation des ressources disponibles pour diversifier les économies, l'investissement dans la recherche et l'innovation

pour une industrialisation progressive et tertio, et la réorientation des ressources des secteurs peu productifs vers les secteurs plus productifs, porteurs et de manière plus respectueuse de l'environnement.

« La réussite des stratégies énergétiques tournées vers l'humain et les territoires évoqués est tributaire d'une décentralisation accrue. Le nouveau modèle de développement véritablement inclusif, équitable et pérenne à

promouvoir est celui le plus successful d'allier productivité et bien-être général », conclut Madame Madougou.

Joseph Mensah-Boboe

L'Agence française de développement accompagne le Togo dans la lutte contre le COVID-19

L'Agence française de développement (AFD) à travers l'initiative « COVID 19 - Santé en commun » lancée le 9 avril dernier, en faveur des pays en développement, apporte son appui au Togo pour faire face à l'urgence sanitaire. Ceci par un financement d'un premier projet visant à soutenir le pays dans sa lutte contre la pandémie du COVID-19. L'accompagnement de la France permettra d'appuyer le projet de renforcement de la qualité des services de biologie médicale en Afrique de l'Ouest (RESAOLAB+), mis en œuvre par la direction des laboratoires du ministère togolais de la santé en partenariat avec la Fondation Mérieux. Dans ce sens, la Fondation s'est mobilisée en aidant ses partenaires à avoir accès à des réactifs de laboratoires afin de pouvoir effectuer le diagnostic du COVID 19. Pour renforcer ces capacités de diagnostic et limiter la propagation du virus, l'AFD octroie un financement additionnel de 1,5 M€ au RESAOLAB+, dont près de 215.000 € décaisser à l'endroit du CHU Campus du Togo

Le projet est essentiellement composé de trois volets.

Le premier sera consacré à l'acquisition de matériels, consommables et réactifs pour effectuer le diagnostic,

mais également au suivi des patients et assurer la sécurité du personnel médical avec des Equipements de Protection Individuels (EPI).

Le second consiste à la mise en place d'une plateforme pour le partage de documentations (plans de riposte, directives OMS, etc.) et de conseils aux décideurs de santé dans les pays du réseau sera créée par le projet RESAOLAB et le troisième sera consacré à une étude a posteriori du rôle des Directions Nationales des Laboratoires des pays participants dans la réponse à la crise. Ceci permettra de collecter les données et les bonnes pratiques sur l'implication et le rôle fondamental du laboratoire pendant la pandémie, en capitalisant sur les expériences des pays.

« Partie-prenante de l'élan de solidarité mondiale sans précédent pour faire

face à la crise sanitaire COVID19 en Afrique, l'AFD est pleinement engagée dans une réponse ciblée aux enjeux sanitaires posés par cette pandémie. Compte tenu de la situation d'urgence, l'agence mobilise l'ensemble de ses équipes et de ses moyens pour apporter des réponses justes, rapides et adaptées aux besoins exprimés sur le terrain par nos partenaires, avec pour objectif prioritaire de renforcer les systèmes de santé les plus vulnérables et de soutenir les acteurs engagés dans cette lutte qui nous concerne toutes et tous », a confié Rémy Rioux, Directeur général de l'AFD.

Pour rappel, l'Agence française de développement est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable.

A.K.



Les « restaurants communautaires » de l'ANADEB s'adaptent à la crise sanitaire.

Depuis le 11 avril, l'ANADEB a repris les activités des « restaurants communautaires » en mettant en œuvre les mesures de distanciation sociale et en les adaptant à la situation particulière.



L'ANADEB procède à la livraison des vivres dans des espaces larges où la distance minimale d'un mètre est observée

Le projet « restaurants communautaires » est mis en œuvre dans le cadre du programme « filets sociaux de base », depuis le 25 décembre passé. Il vient en aide à 6500 personnes les plus démunies, organisées par groupe de 500 sur

chacun des treize (13) sites dans le Grand Lomé. Ce projet assure un repas quotidien aux personnes vulnérables du grand Lomé, leur apporte des kits alimentaires, des assistances et des conseils sur les questions d'hygiène, de santé et de

vivre-ensemble.

La pandémie du Covid-19 a amené, jeudi 19 mars, les responsables de l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) à interrompre la mise en œuvre du projet et à l'entreprendre

autrement.

Afin d'éviter les attroupements, l'ANADEB observe de nouvelles procédures depuis la reprise des opérations, samedi 11 avril. L'agence suspend la distribution des repas. « Au lieu de continuer par offrir des repas chauds et de façon régulière à ces communautés, nous avons décidé cette fois-ci, à cause du Coronavirus, de leur distribuer uniquement des kits alimentaires pour qu'elles puissent rentrer chez elles », a expliqué Raoul ADANKE, assistant à la direction des opérations à l'ANADEB.

Sur le terrain, l'ANADEB crée des sous-sites au niveau de chaque grand site. Elle organise la distribution des vivres à des petits groupes, et procède à la livraison des vivres dans des espaces larges où la distance minimale d'un

mètre est observée entre les personnes. Les bénéficiaires sont servis sur invitation et suivant des horaires précis afin de contrôler les effectifs présents.

« Il s'agit de voir dans quelle mesure poursuivre l'opération des restaurants communautaires dans le respect des mesures barrières et de la distanciation sociale édictées par le gouvernement et c'est ce que nous avons fait », a justifié la Directrice Générale de l'ANADEB, Mme Kadanga Mazalo. Pour la Ministre du Développement à la base, Mme Tomégah-Dogbé Victoire, il est important face à l'épidémie de Covid-19, de « rester mobilisé », de « respecter les gestes barrières » et « rester solidaires envers les personnes en difficulté ».

Christine S.

Togo/Covid-19 : 72 tracteurs au profit des agrégateurs

La campagne agricole 2020-2021 a bénéficié mardi 28 avril, de 72 tracteurs d'une valeur de 1,8 milliard de F.CFA au profit des agrégateurs dans le cadre du plan de riposte agricole Covid-19. Ce matériel agricole est le fruit d'un partenariat entre le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA S.A) et la société privée KFB, et permettra d'assurer le développement durable des chaînes de valeur d'approvisionnement alimentaire grâce à des pratiques agricoles améliorées qui augmenteront à coup sûr la production, afin de renforcer la sécurité alimentaire.

La modernisation de l'agriculture togolaise est une priorité pour le gouvernement qui ne cesse de déployer les méthodes modernes pour accroître aussi bien la rentabilité que le revenu des producteurs. « Le gouvernement a mis en place un plan de riposte

agricole Covid-19 pour accompagner les ménages ruraux. A cet effet, tous les producteurs sont invités à se faire enregistrer par les agrégateurs qui les accompagnent dans la production par la nouvelle société cotonnière pour les producteurs de coton, afin de faciliter l'élaboration d'un fichier qui permettra la mise en place du porte-monnaie électronique pour faciliter l'accès aux intrants », a indiqué le ministre de l'agriculture Koutera Bataka.

Ces équipements, a-t-il rappelé, seront renforcés au fur et à mesure de la disponibilité et des contributions des particuliers offreurs de services de mécanisation agricole.

Les agrégateurs, entreprises qui collectent, transforment ou commercialisent les produits issus de l'agriculture, sont invités à faire identifier leurs producteurs en groupes d'entente solidaires de quatre à six personnes, afin de s'inscrire dans une



Remise symbolique

base de donnée. Des mesures spécifiques sont prises pour faciliter l'accès à des kits d'intrants massifs pour toucher les ménages ruraux.

« Ouvriers agricoles en quête d'opportunités et promoteurs de fermes agricoles à la recherche de main d'œuvre, faites désormais un seul clic et renseignez les formulaires disponibles sur cette plateforme, <http://www.formationsagricoles.tg/>

offre emploi/inscription. Toutes les personnes qui cherchent des travailleurs saisonniers pour leurs fermes ou les unités de transformation de produits agricoles sont priées de déposer ici leurs demandes », a ajouté le ministre.

Rappelons que le plan de riposte agricole Covid-19 a pour but de maintenir et améliorer le revenu des producteurs agricoles, la

sauvegarde des emplois et investissements dans le secteur agricole en vue d'une augmentation de la contribution à la croissance économique du Togo et pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le plan a ciblé des filières stratégiques telles que le coton, le soja, le riz et le maïs. FIN

Chrystelle MENSAH
www.savoirnews.net

Reckya Madougou : « La question de la décentralisation est essentielle et nous permettra d'adopter des mesures endogènes qui s'adaptent à nos réalités, les home grown solutions »

Invitée à un webinaire, Reckya Madougou, conseillère spéciale du Chef de l'Etat, est intervenue sur les stratégies communes que les pays en développement peuvent adopter face à la pandémie et face à ses effets sanitaires, économiques et sociaux. Sur plusieurs sujets, elle donne des pistes.



Reckya Madougou, Conseillère spéciale du Président de la République

Un virus de moins d'un micron fait tourner le monde au ralenti et fait cloîtrer 3 milliards de personnes chez eux. La vie est focalisée sur le coronavirus. Le COVID-19 est au centre des réflexions et des débats de haut niveau comme la conférence virtuelle, à laquelle a participé, mardi 05 mai, la Ministre Madougou. Au cours de ce webinaire, elle a débattu, avec d'autres personnalités des « Contours d'une réponse unifiée des pays du Sud » face à la pandémie. Cette rencontre est la 2ème d'une série de webinaires que l'Institut Amadeus en collaboration avec la Fondation Dr. Laurent G. Lamothe, a entamée fin avril, sous le thème « Les pays du Sud face au Covid-19 : de la gestion de la crise à l'indispensable disruption ».

En plus de Madame Madougou, cinq autres personnalités de haut niveau ont pris part à la conférence : Moussa Mara, ancien Premier Ministre du Mali, Bocchit Edmond, conseiller du Président du Haïti et ancien Ministre haïtien des affaires étrangères, Laurent Lamothe, ancien premier ministre d'Haïti et Président de la Fondation Louis G. Lamothe, Brahim Fassi Fihri, Président fondateur de l'Institut Amadeus.

Sur la question de savoir « quels sont les institutions et les mécanismes à mettre en place pour cordonner une réponse unifiée des pays du Sud ? », Madame Madougou, « met en avant le rôle des regroupements internationaux tels l'Union Africaine dans la résolution de la crise en cours, notamment dans la convergence des

points de vue encore différent, afin de définir un plan de réponse global à court, moyen et long termes », comme le résume l'Institut Amadeus.

« Cette crise nous a démontré la nécessité d'aller très vite sur la prise en charge des fléaux qui se posent à nos pays et à l'humanité. Cette nécessité d'une rapide riposte impose évidemment de bâtir sur ce qui existe. Bâtir sur ce qui existe veut dire réduire les temps institutionnels, les temps administratifs dans la mesure du possible », confie Madame Madougou. Pour la Ministre, vu le contexte de crise et l'urgence, il serait difficile « de se donner les moyens de prendre du temps à vouloir créer des organisations qui peuvent être en mesure, dans l'immédiat de juguler les effets de la

pandémie ».

Mais attention, prévient-elle, la discorde peut davantage enfoncer les effets du fléau. « Nous l'avons vu aussi bien dans les pays occidentaux, dans les regroupements qu'on croyait très solides comme l'Union européenne. Nous l'avons vu au niveau africain pour ne citer que ceux-là. Les africains d'une même sous-région sont divisés sur des questions comme par exemple celles de la dette et autres », explique la Ministre. Et elle poursuit : « Aujourd'hui, il est important, face à un mal qui est aussi endémique, qu'on puisse, sur des questions essentielles, parler d'une seule et même voix. Que les souverainetés nationales qui sont utiles puissent ne pas virer parfois en ego surdimensionné mais que ce soit au final des décisions concertées, collégiales qui arrangent d'une part les pays africains et d'autres part les pays du sud ». Madame MADOUGOU estime d'ailleurs que les pays du sud peuvent profiter de la crise mondiale pour réorienter leur positionnement dans le concert des nations.

« Faire preuve de transparence dans la gestion des finances publiques en Afrique »

Face à la pandémie, « nous avons vu la réponse tant bien que mal de l'OMS (Organisation Mondiale pour la Santé) et les tentatives de réponses des institutions de Bretton Woods et bien d'autres. Aujourd'hui, faut-il aller vers la création de nouveaux systèmes ? », Se demande Madame Madougou. Elle suggère

alors que l'on tire des leçons et « s'assurer que les nouveaux systèmes ne reproduisent pas les erreurs des systèmes antérieurs ».

Au cours de la rencontre, la Ministre a rappelé que l'Afrique n'échappera pas à la récession, donc, à des déficits de financement de son économie. Ces prévisions économiques sombres amènent des intellectuels africains à faire appel à la mobilisation des financements additionnels, à proposer des financements innovants comme l'instauration des taxes aéroportuaires. Il faudrait derrière, « travailler sur des instruments de gouvernance et de transparence » estime la Ministre Madougou, pour amener « plus de transparence et d'efficacité dans la gestion des finances publiques africaines ». « Nous avons également beaucoup souffert non pas tant de la mobilisation des ressources mais surtout de la gestion non efficiente des dites ressources », a déclaré la conseillère du Président de la République togolaise.

Les réponses à apporter

Presque tous les secteurs sont affectés par la crise. Mais sur un continent où les micros, petites et moyennes entreprises et industries sont quasi majoritaires dans le tissu économique, Madame Madougou propose que ces dernières, soient les premiers bénéficiaires des appuis concrets.

« Si on n'y prend garde, si on ne regarde...

Suite à la page 6

Suite de la page 5

... pas de près notre activité économique à travers les entreprises qui produisent la richesse, ce dont nous nous alimentons ou tout simplement de la distribution dont nous avons besoin pour nos activités quotidiennes, nous auront beau mobiliser les ressources sur le plan international, mais nous allons apporter les mauvaises réponses ou alors pas suffisamment de bonnes réponses aux effets collatéraux générés par la pandémie du Covid-19 », a-t-elle souligné.

En évoquant les priorités à mettre en place, la Ministre fait une autre proposition concrète :

« Accompagner les institutions de micro finances, les systèmes financiers décentralisés, pour qu'ils puissent, à leur tour, assister ce tissu économique (PME, PMI) qui est la majorité du secteur privé africain et dans le monde en développement. Les accompagner en terme de refinancement permettra d'accompagner en bout de chaîne, les

entreprises qui pourront à leur tour, générer de la croissance, nourrir les populations. Parce que, derrière, nous avons aussi une crise alimentaire qui risque de surgir avec les mesures de confinement, de cordon alimentaire entre le monde rural et le monde urbain ou même entre plusieurs mondes urbains », déclare la Ministre Madougou.

La question des « cas COVID-19 en Afrique ».

Le nombre de contaminations et de victimes est limité en Afrique, comparativement, aux autres régions du monde. Au-delà de simples curiosités que cela peut susciter, la Ministre Madougou propose qu'on y consacre des recherches : « Certes il faut anticiper mais en même temps je pense que les études et les recherches en la matière sur le rythme de propagation ou d'accélération ou non de cette pandémie en Afrique et les raisons méritent d'être étudiées et d'être connues. Parce que, dans ces raisons, on peut retrouver des solutions, des pistes de solutions pour d'autres

régions du monde ou d'autres pays ».

La décentralisation,

« La question de la décentralisation est essentielle et nous permettra d'adopter des mesures endogènes qui s'adaptent à nos réalités, les « home grown solutions », confie Madame Madougou. Elle précise : « Il y a aussi un élément important dans nos mesures endogènes qu'il faut questionner et davantage regarder de près, à l'aune de la modernité, à l'aune des expériences au plan international. Il est essentiel de ne pas seulement regarder ce que font les autres, outre nos frontières, mais aussi de regarder ce que nous avons comme mesures et qui ont porté leur fruit, donc, la décentralisation, la gestion de ce pouvoir totalement décentralisé, aussi bien en terme de capacitation, qu'en terme de regard sur le capital humain ».

Anticipation et de pragmatisme

Madame Madougou fait comprendre que malheureusement, beaucoup de pays du

sud sont toujours dans la réaction. Or, « plus vite on anticipera, mieux on aura des solutions efficaces et efficaces », selon ses termes.

De plus, « ce n'est pas tant, en fait, les décisions et les mesures qui manquent à nos organisations régionales », dit-elle et de poursuivre « Il y a eu récemment le sommet de la CEDEAO, le sommet de l'UEMOA au cours desquels plusieurs bonnes décisions ont été prises mais je vous assure que dans un an, nous serons encore en train de parler de leur mise en application ». « C'est dans la célérité, dans l'efficacité que nous devons pouvoir évaluer l'efficacité de ces mesures », explique Madame MADOUGOU.

La question de la dette

Les dirigeants et intellectuels n'arrivent pas à s'entendre sur la question de la dette. Si certains préfèrent un moratoire avec une révision des taux d'intérêt, d'autres optent pour une annulation. Madame Madougou reste partagé : « C'est vrai que cette question n'est pas aussi évidente en matière de

réponse parce qu'on sait très bien qu'on a besoin d'une Afrique dont la signature porte, d'une Afrique qui capte les ressources sur le marché international. Mais aussi, on est en face d'une situation alarmiste et très grave pour les populations africaines. Je voudrai essayer de trouver une position médiane que je peine à trouver depuis quelques jours, (...) Au final cette question restera du domaine de la souveraineté nationale parce que c'est une question tellement délicate, pertinente et qui divise. Quand on analyse les conséquences (du COVID 19) qui pourraient être dramatiques, par la suite sur le financement de l'économie africaine, on serait effectivement tenté de dire que la renégociation de la dette et tout ce qui est question de taux est peut-être la meilleure solution. C'est une question qui ne peut pas être tranchée du jour au lendemain parce que les arguments, que l'on soit dans une option ou dans l'autre, tiennent », a-t-elle déclaré.

Joseph Mensah Boboe

Nous sommes rentrés dans cette crise

ENSEMBLE

et nous en viendrons à bout

ENSEMBLE



republicoftogo.com



MARKETING EVENEMENTIEL

PRECAUTION CONTRE LE CORONAVIRUS



Se laver régulièrement la main avec du savon et de l'eau ou avec une solution hydroalcoolique



Éviter de cracher et de se moucher sur le sol



Éviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et /ou difficultés respiratoires



Se couvrir la bouche et le nez. En cas de toux ou éternuement, le faire dans le pli du coude ou avec un mouchoir (après utilisation le jeter dans une poubelle bien fermée)



Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique et se laver les mains aussitôt après



En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage



Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux domestiques ou d'élevage

NUMERO VERT

111

APPEL GRATUIT 24H / 24. 7 JOURS SUR 7

Covid-19 : « Le rôle des grandes entreprises dans la riposte »

La crise touche de nombreux secteurs d'activités et les différents types d'entreprises.

Dans un numéro hors-série de son bulletin paru il y a quelques jours, l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET), faisait le point sur les effets de la crise sanitaire sur l'activité économique des grandes entreprises et le « rôle des grandes entreprises dans la riposte ».

L'un des premiers inconvénients du Covid19 sur l'activité des grandes entreprises est la baisse de la production de biens et services liée à la faiblesse de la demande intérieure et extérieure. Nonobstant ces obstacles les entreprises essaient tant bien que mal de se maintenir à vie. Elles réorganisent leurs manières de travailler pour non seulement éviter le blocage des activités mais aussi réduire le risque de propagation du Coronavirus. Outre ces mesures, elles sont aux côtés du gouvernement dans la lutte contre la pandémie par des actions.

Les entreprises ont décidé de faire preuve de solidarité et travailler pour protéger le personnel, les communautés locales et les clients, ainsi que pour assurer le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement, de la fabrication et de la logistique ; Contribuer à la communication contre la propagation de l'infection ; Faire passer des messages clés sur ce qu'elles mettent en place pour leurs collaborateurs et dans

leurs communautés. Elles ont énormément investi dans l'acquisition des moyens de prévention nécessaires pour la protection des équipes de santé du Togo et des populations ; Privilégié des démarches amiables dans la gestion des difficultés de paiement des débiteurs et des salariés, sans lesquels elles ne peuvent fonctionner ; contribué financièrement au Fonds National de solidarité et de relance économique ; formalisé la modification de l'organisation du temps de travail de chaque travailleur via un avenant au contrat de travail ; promu la mise en place d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour chaque entreprise. La plupart des entreprises ont d'ailleurs opté pour le télétravail.

Dès le début de la crise, le Président en exercice de l'AGET et quelques entreprises ont fait des dons d'équipements sanitaires et mobilisé des fonds en faveur de la lutte contre le Covid19 : Une contribution du Président en exercice de l'AGET de 10.000 masques, 15.000 masques offerts par CIMTOGO, 35 millions de FCFA en dons d'équipements y compris 60.000 bouteilles d'eau de la brasserie BBL Un camion de 5 tonnes, 10.000 masques, 50 kits de test et 2 respirateurs par SODIGAZ. Un chèque de 25 millions CFA de la CCT-BATIMAT, 4.000 masques de SERVIAIR ; Un chèque de 30 millions de COTECNA, 15 millions en dons d'équipements par SUNU GROUP.

La Rédaction



PRÉCAUTIONS POUR ÉVITER LE CORONAVIRUS

MESSAGE DE TOGO TERMINAL FILIALE DU GROUPE BOLLORE

TOGO TERMINAL

LOMÉ



Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou avec une solution à base d'alcool.



Éviter de cracher et de se moucher sur le sol.



Se couvrir la bouche et le nez avec un masque médical, un mouchoir en papier ou le creux du bras lorsqu'on tousse ou éternue; puis jeter le masque ou mouchoir et se laver les mains.



Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique, et se laver les mains aussitôt après.



Éviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et difficultés respiratoires.



En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage.



Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages ou d'élevage et des surfaces en contact avec des animaux.

NUMÉROS VERTS

+228 22 22 20 73 / 91 67 42 42

Lutte contre le COVID-19 : Un étudiant togolais fabrique un « lave-mains intelligent »

Le « lave-mains intelligent » permet à l'utilisateur de laver ses mains avec du savon liquide et de l'eau sans toucher le robinet, ni une boîte à savon ou boîte de gel hydro alcoolique.

La jeunesse inventive s'est mobilisée contre le coronavirus et apporte des solutions en très peu de temps. A Lomé, Kokou Sitsopé SEKPONA, étudiant en 2ème année de mécanique à l'École Nationale Supérieure d'Ingénierie (ENSI) de l'Université de Lomé, a conçu un lave-main qui facilite le lavage hygiénique des mains tout en évitant le contact avec le robinet.

Le « lave-mains » est fabriqué soit avec une capacité totale de 50 litres, soit de 25 litres dont 22 litres d'eau et 3 litres de gel hydro-alcoolique. Alimenté soit par un courant alternatif, soit par de l'énergie solaire, le lave-main est équipé d'un capteur

électronique qui détecte la main d'une personne une fois présente sous le robinet. Le dispositif envoie aussitôt du savon liquide puis 15 secondes après, de l'eau. Dès lors, elle se met en veille en attendant les mains d'une autre personne. Le projet porté par ce jeune étudiant de 19 ans vise à mettre à contribution cet outil pour une lutte efficace contre le Coronavirus. L'objectif est de faciliter le lavage régulier des mains, sans toutefois toucher, aucune partie du dispositif de lave-mains et éviter de s'exposer aux germes qui peuvent pulluler sur le robinet. La plupart des dispositifs de lave-mains nécessitent que l'on pose parfois les

mains sur la boîte à savon, mais surtout le robinet.

Le « lave-mains » intelligent contribuera ainsi à briser la chaîne de contamination du virus.

L'initiative de M. SEKPONA nécessite un accompagnement financier pour lancer une production à grande échelle de ce lave-main d'autant plus que la lutte contre le COVID-19 se nourrit des initiatives locales.

« Le projet a été retenu parmi 14 autres initiatives à la suite du Hackaton « #TousContreCorona » mis en place par le gouvernement togolais et la GIZ. Jusqu'ici, nous n'avons pas encore eu de vente, mais il y a des commandes et



Kokou Sitsopé SEKPONA à côté de son lave-mains intelligent

nous attendons des financements pour produire en nombre », a confié Kokou Sitsopé SEKPONA.

La rédaction

Covid-19 : La société «Empreinte by ZARA» fait don de matériels à trois établissements pénitentiaires par le biais d'une ONG

Un lot de matériels a été offert par l'ONG DOMINO à des prisons de Lomé, Tsévié et Aného, grâce à l'appui de la société ZARA.

L'Organisation Non Gouvernementale (ONG) DOMINO a bénéficié de l'appui de la société «Empreinte by ZARA» pour offrir des kits de protection et des produits désinfectants, mercredi 22 avril, à la prison civile de Lomé, jeudi 23 avril à la prison civile de Tsévié et vendredi 24 avril à la prison civile d'Aného.

A Lomé, le don a été réceptionné par Akibou Idrissou, le Directeur de l'Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion. Il était

composé des kits de protection notamment de 2000 masques, des gants, des gels hydro alcooliques et des produits pour désinfecter la prison.

« Le monde entier est en guerre contre la pandémie du Covid-19. En tant que société basée au Togo, nous avons estimé important d'apporter notre contribution à cette lutte » souligne Peter Anthony, le Directeur de la société « Empreinte by ZARA ». Installée à Lomé



Réception du don par le Directeur de l'Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion

depuis trois ans, dans des vêtements et accessoires de marque MaxandCLEO, CAFE l'Immeuble Taba, COTON, Pertini, «Empreinte by ZARA», ZARA, BCBGMAXARA, Codwainer. commercialise M A N O U K I A N ,



Récépissé N° 0574/26/07/18/HAAC

Directeur de publication:
Tété B. MENSAH-BOBOE
boboejoseph@gmail.com

Comité de rédaction:

- Mensah-Boboe Tété
- Codjo Kokou
- Christine

Service commercial:

(+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

Graphiste:

Eros DAGOUDI (Tél: 91099250)

Imprimerie:

DIRECT PRINT
Quartier Djidjolé

Distribution:

DAMALI Kossi (Tél : 90 74 91 24)

Tirage:

1000 exemplaires

Contacts:

Tél: (+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

E-mail: bravo_yosef@yahoo.fr

ANNONCE

RMC | Risk Management
Certification

PROCESSUS D'OCTROI DE

CREDIT

AU SEIN D'UNE INSTITUTION
FINANCIERE

AVEC

Khalid YACOUBOU - BOUKARI
Senior Risk Manager

"Le « Risk Management » aujourd'hui est une discipline, une science, consistant à identifier, mesurer et traiter tous les risques susceptibles de causer des dommages à des personnes ou de nuire aux biens d'une entité, à son environnement et à ses activités."